

La rente des infrastructures sportives

Les Etats dans le monde entier ont toujours fait appel aux mouvements associatifs et aux clubs pour encadrer et canaliser les forces vives de leurs pays, et assurer l'épanouissement et la pratique sportive de la jeunesse.

Malheureusement, de nos jours, l'obstacle dans notre pays est le comportement de certains responsables et cadres locaux qui se sont trouvé une nouvelle vocation d'hommes d'affaires en concordance avec les temps qui courent. Depuis quand les infrastructures sportives réalisées par l'Etat sont-elles devenues des fonds de commerce réalisant des bénéfices au détriment de la pratique sportive ?

La dernière trouvaille est de se faire de l'argent à partir de la location des infrastructures de l'Etat. Depuis quand la location des infrastructures sportive est-elle une activité lucrative ?

Depuis que la location des salles et des terrains a montré qu'il était possible de les rentabiliser, les associations sportives bénévoles se font balayer du circuit par des fonctionnaires de l'Etat qui non seulement empiètent sur les plates-bandes des associations en accaparant leurs créneaux mais qui en plus font tout pour les exclure des sites de pratiques, en fermant les accès et en pourrissant l'atmosphère de travail par des ingérences et des lois faites maison.

Le premier responsable de cette structure étatique se comporte en seigneur des lieux, se faisant désirer, accordant des faveurs à droite et à gauche selon ses besoins personnels et

son humeur. Nous citons : la remise sélective de badges d'accès au site est considérée comme une faveur personnelle alors que les parkings du site sont à 90% vides à longueur de semaine, refusant ainsi aux encadreurs des associations et clubs l'accès pendant les séances de pratiques. L'accès aux tribunes du bassin de natation est fermé sous prétexte qu'elles sont repeintes et que les spectateurs, généralement des activistes bénévoles des associations ou des parents (sales et sans savoir-faire) les salissent. Des personnes responsables que nous essayons d'amener à encourager et à encadrer leurs enfants, accusés de se comporter en hooligans.

Que dire alors du comportement des supporters de football dans les stades ? Qui oserait leur fermer l'accès des tribunes au nez ? Et si chaque Algérien, en repeignant sa maison, en exclut sa famille, nous serons tous dans la rue selon ce comportement bizarre et sadique.

Si la peinture n'est pas salie alors le métier de peintre serait en voie de disparition et les sociétés de produit de peinture auraient mis la clé sous le paillason voilà belle lurette, grâce au DJS qui a une drôle de façon d'interpréter la création d'emplois et d'activités industrielles. Et pourtant, il en profite bien. Prétendant la découverte de jeunes talents et la formation seulement les week-ends, le mardi après-midi et à partir de 16 heures les jours de semaine.

Ces cadres de la DJS qui tra-

vaillent en heures supplémentaires s'appropriant les heures et les journées consacrées aux associations et clubs bénévoles, que font-ils des jours ouvrables pour lesquels ils sont payés ?

Si ces institutions désirent réellement promouvoir la pratique sportive «free», pourquoi ne prennent-ils pas en charge les écoles et les CEM avoisinant les infrastructures durant les séances de pratique sportive pour vraiment aider et mettre à la disposition de ces institutions handicapées par le manque d'espaces et d'infrastructures sportives, alors là ils pourront faire de la formation et de la découverte de jeunes talents à longueur de la semaine sans empiéter sur les créneaux des associations et des clubs sportifs. Car pour cela ils sont déjà payés. La découverte de jeunes talents se fait par l'organisation de regroupement et de sélection de jeunes formés dans les clubs et associations et seulement la prise en charge de l'élite par la DJS, laissant le soin de l'initiation et de la formation de la masse à quelqu'un de plus compétent. Le bassin de natation et les salles, comme partout dans le monde et les pays qui se respectent, seront mis à la disposition des écoles et des élèves exclus, par le manque de moyens, de temps, d'encadrement spécialisé et par l'avidité de certaines personnes du secteur de la jeunesse et des sports.

La gestion de ce peu d'infrastructures doit être revue sérieusement avant que ces pratiques ne fassent tâche d'huile et repoussent les jeunes dans la rue par des comportements aussi méprisables que celui de la DJS de Batna.

A Batna, nous le disons haut et fort à ces responsables que

ces infrastructures ne sont pas privées et quelles appartiennent au peuple et à la jeunesse algérienne. Nul n'a le droit de s'en servir pour se faire du pognon, et des relations dans le cercle des représentants de l'Etat à des fins personnelles en attribuant des passe-droits et des séances privées. Certaines séances ne comptent pas plus de dix personnes, alors que dans d'autres séances deux clubs sont forcés de travailler en même temps, une pratique irresponsable anti-pédagogique et insultante.

A lui seul le club se disant de la DJS occupe plus de 16 séances regroupant dans les créneaux populaires plus de 120 personnes pour un bassin de 25 m avec seulement deux entraîneurs, cupidité et rentabilité obligent. Où est passé le respect des normes d'exploitation et de sécurité ? La norme se veut d'être par ligne d'eau, une distance de sécurité au plus de 5 m entre chaque élève nageur résultant à un nombre de 40 élèves pour un bassin de 25 m et 8 couloirs aboutissant à un enseignement saint sécurisé et efficace. La natation et la pratique sportive était un luxe du temps de la colonisation ; aujourd'hui, grâce aux sacrifices de patriotes, il est un droit pour la jeunesse algérienne et non pas une suite de faveurs accordées par le roi des rois de la DJS.

Une autre citation de certains cadres : «Nous sommes chez nous et nous sommes les premiers servis, nous avons le poids de faire ce qu'il nous plaît et c'est à nous de profiter dans notre secteur de ces infrastructures.» La pratique justifiée par la création de clubs gérés par des cadres de la DJS sous l'égide de club pour la découverte de jeunes talents est à l'origine de

Par M. Naoun, enseignant,
université de Batna

ce fiasco, elle leur a permis de faire main-basse sur toutes les infrastructures et de se faire rémunérer pour des activités qui font partie de leur fonction en jours ouvrables et pour lesquelles ils sont payés par l'Etat en plus de l'encaissement des droits d'accès aux infrastructures par les associations et les clubs.

Qu'advient-il du rôle du ministère de la Jeunesse et des Sports sur l'entretien et la maintenance de ces infrastructures si nous devons payer rubis sur l'ongle les séances de nos clubs et associations à un club se vantant être un club de wilaya délégué par le MJS pour gérer ces infrastructures ? Si à chacun son secteur, profitons-en, est l'expression à la mode.

Que deviendrait l'Algérie si ce même raisonnement est appliqué par les secteurs de la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, les pompiers, les secteurs du ministère de l'Intérieur et des Collectivités, etc. ? Ne sommes-nous pas devant l'amorçage de l'anarchie par le comportement scandaleux d'un groupe de personnes prêtes à sacrifier toute une jeunesse pour des intérêts personnels ?

Pourquoi ne pas supprimer tous les clubs et les associations sportives si ces messieurs continuent à se comporter en Dieu dans leur secteur et à se servir au détriment du mouvement associatif ? Nous faisons appel aux plus hautes instances pour mettre fin à ce mépris et à ce comportement dangereux de certains responsables de la DJS de Batna.

M. N.

Hommage au chef Mohamed Derouiche

Cet éducateur de talent nous a quittés voilà 22 ans. Ses proches, ses anciens élèves devenus quinquagénaires, des collègues retraités de l'enseignement, des anciens SMA, tous témoignent de son doigté dans le domaine de l'éducation.

L'ancien directeur de CEG (Collège d'enseignement général pour les non-initiés) aimait de son vivant organiser des activités périscolaires pour distribuer de la joie aux participants.

C'était durant les années 60/70. «Son» CEG d'ex-Baranes de Bouzréah (Alger) de cette époque a vu transiter sur ses bancs des élèves qui par la suite sont devenus des cadres, des artistes, musiciens, chanteurs, peintres, comédiens, éducateurs...

Une véritable pépinière de talents couvés par le génie et l'affection d'un pédagogue hors pair. Sa renommée, le collège la doit aussi à ses bons résultats scolaires et au sérieux de son fonctionnement. Le défunt Mohamed Derouiche était aux petits soins avec les stagiaires normaliens. Des témoignages ont convergé pour saluer les valeurs universelles qu'il incarnait dans le quotidien de sa profession. La synthèse est toute trouvée en le qualifiant d'honneur et de rigueur. L'émotion du souvenir et de la nostalgie n'a pas occulté l'objectif premier de ce genre de manifestation. Maître à l'Ecole normale de Bouzaréah, tu as été pour nous tous un aîné, un guide, un modèle de vertu et de bonté. Chef scout, tu as donné le meilleur de toi-même à ces âmes ingénues qui t'étaient confiées. Tu as guidé, soutenu et préparé à la vie des générations de jeunes hommes et jeunes filles qui aujourd'hui pleurent un chef aîné et respecté. Comment taire le rallye scout de 1950 à Tlemcen ?

Où le congrès de la relance en 1989 ? Comment taire en tant qu'anciens responsables tout ce que te doit la branche des éclaireurs des SMA ? Comme tous ceux qui pieusement sont morts au service de l'éducation en général et du scoutisme en particulier, tu as droit que sur ta tombe des scouts viennent et prient.

Miloud Touati

Le D' Belmekki Salah (RCD) répond

Dans votre édition du lundi 15.08.2011, une lettre insérée en page 7, non signée et donc anonyme, m'interpelle sans citer mon nom sous le titre «Des comités de quartiers d'Alger-centre répondent à l'élu RCD». À ce titre, permettez-moi d'exercer mon droit de réponse conformément aux règles d'usage. D'entrée de jeu, je confirme la teneur de ma lettre publiée par le quotidien *Le Soir d'Algérie* le 07.08.2011 en page 08, que tout citoyen d'Alger-centre et tout lecteur aura le loisir de consulter et de juger par lui-même.

Je tiens à lever une première équivoque, celle d'un supposé conflit qui m'opposerait à la société civile et aux comités de quartier d'Alger-Centre. C'est là une manœuvre politique, un paravent pour ainsi dire, qui exonère l'exécutif et le maire d'Alger-Centre du devoir d'apporter des réponses claires à une lettre pourtant objective.

Ma deuxième remarque porte sur mon discours à l'assemblée de manière générale, ma duplicité supposée et la prétendue incohérence relevée entre mes attributions d'élu et le programme de mon parti.

Faute d'y trouver des arguments dignes d'intérêt, force est pour moi de considérer qu'il ne s'agit là que d'une simple attaque perfide et gratuite, à l'image des nombreuses autres du même genre

essuyées par le parti dont je me réclame. Mais tout n'est pas négatif heureusement, puisque j'y constate des sympathies et du respect pour le combat que mène le RCD, et c'est tant mieux.

Ma troisième remarque est qu'en politique, il faut avoir le courage de ses déclarations en agissant à visage découvert. Les citoyens d'Alger-Centre auraient, eux, à n'en pas douter, une lecture plus objective des propos que j'ai tenus.

Ce que, en effet, j'ai écrit au maire d'Alger-Centre le 07.08.2011 n'avait pour objectif que d'instruire mes concitoyens sur la manière dont je mène mon mandat. Je leur dois bien cela pour la confiance qu'ils m'ont témoignée en m'accordant leurs suffrages.

Derrière tout cela, il faut plutôt lire la confusion de l'actuelle majorité qui rejette à Alger-Centre comme ailleurs toute possibilité de débattre en public de sa gestion des fonds publics. Et les allégations sournaises et malveillantes qui me prêtent l'intention de poursuivre mon action dans un simple objectif électoral sont à ranger, bien sûr, au nombre des turpitudes qui expliquent clairement tous les dysfonctionnements des collectivités locales.

D' Belmekki Salah,
élu RCD Alger-centre